

Mesures de soutien au bâtiment : « Il y a urgence ! »

Marie-Hélène Nougaret et Frédérique Vergne | 21/06/2012 | 16:12 | [Conjoncture](#)

Au vue des données du secteur de la construction et de la rénovation à fin avril 2012, la Fédération Française du Bâtiment ne cache plus son inquiétude. Les perspectives pour 2012 et 2013 sont négatives, avec des conséquences qui seront graves pour l'emploi. Didier Ridoret, président de la FFB, appelle à des mesures en urgence

Didier Ridoret l'avait laissé entendre en octobre 2011 : l'année 2012 allait être difficile. Les chiffres du marché du bâtiment à fin avril, présentés ce jeudi 21 juin, confirment cette prévision. Pire : les difficultés sont arrivées plus tôt que prévues, et elles touchent tous les secteurs. Passant en revue les segments du neuf -qui avaient largement tirés la croissance en 2011- le président de la FFB a souligné le recul des autorisations de construire et des mises en chantier, que ce soit sur le résidentiel (qui représente environ 30% de l'activité) ou le non résidentiel (19% de l'activité).

Quant à l'entretien-rénovation (50% de l'activité), il s'inscrit déjà en recul de 0,2% au premier trimestre 2012. Au final, la FFB table sur un recul de l'activité globale de 1,9% pour cette année. Conséquences : les carnets de commande s'effritent et, dans un contexte d'entreprises à la trésorerie fragilisée, « cela se traduira forcément par des conséquences néfastes sur l'emploi », a conclu Didier Ridoret. Le secteur aurait déjà perdu 6 800 emplois permanents sur les trois premiers mois de l'année. A terme 35 000 postes pourraient disparaître en 2012.

« L'urgence doit s'accompagner de stabilité »

Le président de la FFB a donc lancé un véritable appel à l'action immédiate des autorités, rappelant «combien l'inertie est lourde et pénalisante» dans un secteur aux «délais de production longs et incompressibles». Pour Didier Ridoret, si le gouvernement veut tenir les promesses de la campagne électorale qui vient de s'achever, « il faut agir sur toutes les composantes de l'activité pour réalimenter en carburant le marché, et notamment travailler l'accès au crédit... aussi bien en quantité qu'en qualité ». Parallèlement à l'urgence des mesures, Didier Ridoret a rappelé l'impérieuse nécessité d'avoir un cadre stable, « afin de rassurer les investisseurs quels qu'ils soient ».

Enfin, les instances de la FFB ont lancé un cri d'alarme sur le développement du dumping social pratiqué par des entreprises européennes dans l'Hexagone. Annonçant qu'un courrier venait d'être adressé à tous les députés de la nouvelle Assemblée nationale pour les alerter sur ce sujet, Didier Ridoret a parlé de « prolifération de pratiques qui bafouent les règles sociales et fiscales en vigueur dans notre pays », et appelé au développement des contrôles sur les entreprises et les chantiers.

Marie-Hélène Nougaret et Frédérique Vergne | Source LE MONITEUR.FR